Fondation Jean Jaurès

Environnement

REPENSER NOS SOCIÉTÉS À L'AUNE DES ODD : PRÉSERVATION DURABLE DE NOTRE PATRIMOINE NATUREL

Jennifer De Temmerman, Alain Dubois

27/11/2020

Alors que l'épidémie due au coronavirus questionne notre modèle économique et sociétal, cette crise et ces épreuves doivent être l'occasion de transformer notre société pour préserver notre humanité et rétablir l'équilibre de notre planète. Pour y parvenir, l'Agenda 2030 est un outil à exploiter, par la concertation et par une prise de conscience collective. C'est ce que proposent Jennifer De Temmerman et Alain Dubois en s'appuyant sur les expertises d'une vingtaine de personnalités ; celles-ci sont à retrouver dans quatre rapports dont le dernier, présenté ici, revient sur la question de la préservation du patrimoine naturel.

Retrouvez:

- le premier rapport *Gouvernance et développement durable* (6 novembre 2020)
- le deuxième rapport *Économie et finances durables* (13 novembre 2020)
- le troisième rapport *Regards sociétaux pour un avenir durable* (19 novembre 2020)

Table des matières

Préface
Introduction

Changement climatique : vers un nouveau futur ?
Jennifer De Temmerman, Alain Dubois, Julien Pilette
Le carbone, cette molécule en question
L'action climatique, une réponse efficace à la demande d'adaptation

Autres regards sur de nouvelles conduites à tenir
Jennifer De Temmerman, Alain Dubois
Démographie et excès de consommation

En bref, les propositions

Biodiversité, un patrimoine indispensable à reconquérir
Antoine Cadi, Stéphanie Lux, Benoît Martimort-Asso
La biodiversité en crise
Destruction de la biodiversité et risques pour les entreprises
La nature en ville
Mesurer et maîtriser notre impact sur l'environnement
En bref, les propositions

L'eau : une gestion stratégique
Gérard Payen, Frédérique Tuffnell
Une situation critique de l'eau potable dans le monde
Une situation française contrastée et à surveiller
Du bon usage de l'eau potable et de la ressource en eau en France
Pour une gestion de l'eau partagée
Quelle gestion de l'eau pour la protection de la biodiversité ?
Aider à améliorer la pratique agricole en France
Quelle tarification et quels moyens pour agir sur le respect de la ressource en eau ?
Conclusion : des pistes suggérées pour l'avenir
En bref, les propositions

Repenser l'agriculture pour mieux préserver nos ressources
Louis Gavériaux, Pol Hovine
L'éco-hameau : la protection de l'environnement et la réduction de l'empreinte écologique en plus
S'intéresser à des alternatives comme la permaculture
En bref, les propositions

Conclusion

Les coordinateurs :

Jennifer De Temmerman est députée du Nord – 15ème circonscription, membre de la commission des finances à l'Assemblée nationale et de la commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable à l'Assemblée, parlementaire du Conseil de l'Europe.

Alain Dubois est président des Acteurs régionaux du développement durable et membre du Comité 21. Il a été secrétaire national des Amis de la Terre (1983-1992), chargé de mission au ministère du Développement durable (1992-2006), conseiller développement durable au cabinet du maire de Valenciennes (2006-2010) et délégué RSE Orange Nord-de-France (2010-2017).

Les intervenants :

Antoine Cadi : Directeur de la recherche et de l'innovation de CDC biodiversité, il est docteur en écologie. Il a rejoint la fondation Nicolas-Hulot, puis est devenu conseiller technique biodiversité et forêt au cabinet de Jean-Louis Borloo, ministre d'État en charge de l'écologie et du développement durable et de la mer. Il a travaillé auprès d'Allain Bougrain-Dubourg à la LPO.

Louis Gavériaux : Fondateur de la société Arbro-Culture.

Pol Hovine : Ingénieur de formation engagé dans l'éco-conception, l'agroécologie et du micro-habitat, il est animateur de la fresque du climat.

Stéphanie Lux : Présidente de Chances Conseil et coordinatrice du sommet des collectivités locales de l'UICN, elle a été directrice de communication de l'Insern, puis de l'IFREMER. Elle a ensuite été la première directrice de l'Agence régionale pour la nature et la biodiversité en Île-de-France. Elle a été successivement conseillère de Nicolas Hulot, envoyée spéciale du président de la République pour la protection de la planète puis pour Ségolène Royal. Elle est chargée aujourd'hui pour l'UICN de la préparation du sommet des autorités locales.

Benoît Martimort-Asso : Chef de projet biodiversité pour Sulitest, il est spécialiste des négociations internationales sur le développement durable. Il accompagne les institutions publiques et privées pour l'intégration des ODD dans leurs projets.

Gérard Payen : Conseiller pour l'eau auprès du secrétaire général des Nations unies (2004 à 2015), il a contribué à l'adoption des Objectifs mondiaux de développement durable liés à l'eau et à la reconnaissance des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement. Il est administrateur du partenariat français pour l'eau, de l'ASTEE et de l'Académie de l'eau et conseiller auprès des

agences des Nations unies chargées des statistiques mondiales relatives à l'eau.

Julien Pilette : Président fondateur de World CleanUp Day, il est fondateur de l'entreprise solidaire d'utilité sociale Gecco et adjoint au maire de Lille.

Frédérique Tuffnell : Rapporteure de deux missions d'information sur l'application de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et sur la gestion des conflits d'usage liés à l'eau en période de pénurie, elle est membre du conseil d'administration de Ramsar France et du COPRNM (Conseil d'orientation pour la prévention des risques majeurs) et co-rédactrice du rapport parlementaire « Terres d'eau, terres d'avenir » avec le sénateur Jérôme Bignon.

Préface : Remettons ensemble notre monde en question pour mieux construire demain
Jennifer De Temmerman et Alain Dubois

Depuis plusieurs mois, la France, comme la plupart des pays, est soumise au rythme du coronavirus.

La pandémie qui frappe le monde depuis la fin 2019 a bouleversé nos quotidiens. Nos frontières ne sont que constructions chimériques et personne n'est réellement épargné. Partout, les soignants, les forces de l'ordre et de sécurité, toute sorte de personnels auxiliaires souvent « invisibles » sont en première ligne. Les producteurs, les artisans, les transporteurs et les commerçants assurent la continuité de l'approvisionnement. Mais dans quelles conditions ?

Des premières alertes lancées par la Chine en décembre 2019 à la déclaration de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) début mars 2020, notre société a été ébranlée par l'émergence de cette menace invisible, jusqu'à l'état de confinement comme une parenthèse improbable de nos certitudes. Ce confinement pourrait d'ailleurs être une nouvelle fois imposé, comme en Israël.

Alors que chacun a tenté, depuis, de s'adapter à sa manière, le coronavirus a mis en lumière nos fragilités autant que nos forces. Nous voyons encore aujourd'hui des réseaux d'entraide se créer et l'humanité révéler le meilleur d'elle-même. Mais nous constatons aussi, malheureusement, une fois encore le manque de résilience de notre organisation sociétale et la fragilité de nos modèles économiques et financiers. Nous ne savons pas quand nous en aurons fini avec cette crise.

Pourtant, ce n'est pas la première épidémie à portée internationale. Ces dernières décennies ont été marquées par les virus H1N1, Ebola et Zika, mais la propagation est demeurée relativement restreinte à certains continents et les autorités sanitaires ont souvent réussi à les circonscrire à

certaines espèces animales avant la transmission (possible toutefois) à l'homme sur nos territoires. D'autres épidémies nous sont tellement familières qu'elles ne sont plus perçues comme telles (grippe ou sida).

Aussi ces menaces n'ont-elles peut-être pas suffisamment été prises au sérieux comme le suggérait pourtant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en 2016 à travers la voix de Sílvia Eloïsa Bonet, rapporteure, parlementaire de la principauté d'Andorre : « Certains experts sont convaincus que la prochaine menace de contamination à l'échelle internationale proviendra d'un autre virus, très probablement transmis par voie respiratoire ou aérienne comme le SRAS, et susceptible de se propager sur de grandes distances et plus rapidement, à l'image de la flambée épidémique survenue en République de Corée en mai 2015, avec un schéma comportemental totalement différent de l'épidémie d'Ebola. »

Cet extrait aux accents prophétiques souligne malheureusement une fois encore le manque de crédit accordé par les autorités politiques, et parfois l'opinion publique, à la parole des experts et scientifiques. Il en est de même pour les alertes lancées depuis des décennies au sujet de l'urgence climatique ou, plus récemment, sur la perte de biodiversité.

Le temps semble suspendu, mais il ne s'agit pas de refaire le passé et de s'étendre sur ce qui n'a pas été fait, même si l'on peut le regretter. Il s'agit au contraire de tirer des leçons de ces échecs et de mettre à profit cette situation inédite pour réfléchir au monde de demain.

Si nous ne devions avoir qu'une certitude, ce serait qu'il ne faut surtout pas reprendre la course antérieure. Les scientifiques alertent. Les associations, les organisations syndicales, de nombreuses personnalités multiplient les interventions en ce sens. Nous devons faire bloc face à l'ennemi invisible. Le confinement et son après doivent être mis au profit de la réflexion. Aucune épidémie ne nous prendra notre liberté de penser. Refusons les théories de l'effondrement et du désespoir. Remettons ensemble notre monde en question pour mieux construire demain.

Ce qui est sûr, c'est que cette épidémie met en lumière nos faiblesses : inégalités sociales, territoriales, fragilité de notre système de santé en raison du manque de moyens, fracture numérique, dépendance énergétique ou sanitaire, interdépendance de nos systèmes économiques et de nos appareils de productions, conséquences néfastes de la désindustrialisation.

Elle met aussi en valeur la solidarité des populations au niveau local avec la mise en place de réseaux de couturières pour produire des masques en tissu, ou encore l'organisation autour des sans-abri qui n'ont plus eu de lieu pour s'approvisionner en eau durant le confinement. Au niveau

international, on peut noter le don par Taiwan de 10 millions de masques aux pays les plus touchés par la Covid-19.

Cette épidémie questionne notre modèle économique et sociétal. Une fois encore, comme lors de la crise de 2008, nos gouvernements sont obligés de prendre des mesures économiques fortes afin de préserver l'emploi et les entreprises. Pour la première fois, les ministres européens des Finances ont décidé d'activer la clause dérogatoire générale prévue par le Pacte de stabilité et de croissance et qui permet de déroger pendant un temps limité à la célèbre règle de 3% de déficit public et de 60 % de dette publique. Ce qui n'avait jamais été envisagé pour l'urgence écologique alors que les conditions climatiques, les bouleversements de la biodiversité ou encore la déforestation sont identifiés depuis des années comme des facteurs pouvant favoriser l'apparition et accélérer la propagation de potentielles épidémies, capables de mettre à mal l'économie.

Le coronavirus marque une crise dans notre société. L'histoire est jalonnée de crises qui ont accompagné des tournants et qui ont permis l'émergence du pire comme du meilleur. La Révolution française, avec sa part d'horreurs et de vicissitudes, a construit en partie notre modèle démocratique. La Première Guerre mondiale a conduit à une seconde guerre, bien pire. Mais celle-là a donné naissance à de grandes institutions internationales, comme le Conseil de l'Europe, gardien des droits humains sur notre continent, et l'ONU.

Cette crise et ces épreuves doivent être l'occasion pacifique de transformer notre société pour préserver notre humanité et rétablir l'équilibre de notre planète. Pour y parvenir, nous devons profiter de cet outil fabuleux qu'est l'Agenda 2030.

Cela se fera par la concertation et par une prise de conscience collective. De nombreux spécialistes et chercheurs ont déjà commencé à explorer les pistes et à élaborer des plans. De nombreux citoyens, individuellement ou réunis en associations, portent leurs propres propositions et actions quotidiennes. Nous avons souhaité, au travers des « Rendez-vous de la transition », en recueillir quelques-unes pour les rassembler et les mettre en lumière afin qu'elles puissent éclairer nos décideurs et chaque acteur qui voudra bien construire l'avenir.

Les paroles d'experts que nous vous proposons ne traitent pas les sujets de la transformation nécessaire dans son entièreté, mais ils cherchent à éclairer sur des questions essentielles. Puissent-elles vous éclairer et enrichir vos propres retours d'expériences et d'opinion.